

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP) COMMUN A TOUS LES MARCHES SPECIFIQUES

MARCHÉ PUBLIC SOUMIS AU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Procédure SAD UNIHA DM MRS

Pouvoir adjudicateur : GCS UniHA – 9 rue des Tuilliers – 69003 Lyon

Objet du marché : Fournitures de dispositifs médicaux, d'équipements et de médicaments destinés au traitement du sang ou à des fins de diagnostic et les services associés (prestations de maintenance et de formation)

Procédure : Appel d'offres restreint (articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-6 à R.2161-11, R.2162-39, R.2162-41 à R.2162-47, R.2162-49 à R.2162-51 du Code de la commande publique)

Technique d'achat : Système d'acquisition dynamique (R.2162-37 à R.2162-51 Code de la commande publique)

SOMMAIRE

Chapitre 1^{er} – Généralités	6
1. FONCTIONNEMENT DU POUVOIR ADJUDICATEUR	6
1.1 TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR	6
1.2 COORDONNÉES DU POUVOIR ADJUDICATEUR	6
1.3 ETABLISSEMENTS BÉNÉFICIAIRES DES MARCHÉS SPÉCIFIQUES DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE	7
1.4 RÉPARTITION DES RESPONSABILITÉS AU STADE DES MARCHES SPECIFIQUES..	7
1.5 LITIGES	8
2. OBJET ET PÉRIMÈTRE DU SAD	8
2.1 OBJET DU SAD	8
2.2 PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE	9
3. DIVISION EN LOTS	9
4. PIÈCES CONSTITUTIVES DU SAD ET DES MARCHES SPECIFIQUES	9
4.1 PIECES CONSTITUTIVES DU SAD	9
4.2 PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES SPECIFIQUES	10
5. DURÉE DU SAD ET DES MARCHÉS SPÉCIFIQUES	10
6. OBLIGATIONS GÉNÉRALES DU TITULAIRE	11
6.1 MODIFICATIONS AFFECTANT LE TITULAIRE ET INTERVENANT AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE SPECIFIQUE	11
6.2 SUIVI DE L'EXÉCUTION DES MARCHÉS SPECIFIQUES	13
6.3 ALIMENTATION DU E-CATALOGUE UNIHA	14
6.4 QUALITÉ DES FOURNITURES	14
6.5 ASSURANCE	15
6.6 DISCRÉTION ET CONFIDENTIALITÉ	15
6.7 OBLIGATIONS RELATIVES AUX TRAVAIL DISSIMULÉ	16
6.8 SOUS-TRAITANCE EN COURS D'EXECUTION	16
6.9 PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES DANS LA RELATION POUVOIR ADJUDICATEUR – ÉTABLISSEMENTS BÉNÉFICIAIRES ET TITULAIRES	16
Chapitre 2 – Prix et règlements	17
7. CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX	17
7.1 FORME DES PRIX	17
7.2 CONTENU DES PRIX	18
8. MODIFICATION DES PRIX	19
8.1 HYPOTHÈSES DE RÉVISIONS DES PRIX JUSTIFIÉES PAR LA RÉGLEMENTATION APPLICABLE AUX MÉDICAMENTS	19

8.2	OFFRE DE PRIX PROMOTIONNELS.....	20
8.3	RÉVISIONS DES PRIX PRÉVUES PAR LE MARCHÉ SPÉCIFIQUE.....	20
8.4	REMISES ET ESCOMPTES APPLICABLES.....	20
9.	AVANCES.....	21
10.	MODALITÉS DE REGLEMENTS	21
10.1	MODALITÉS DE PAIEMENT EN ACHAT.....	21
10.2	MODALITÉS DE PAIEMENT POUR LES PRESTATIONS DE MAINTENANCE	21
10.3	MODALITÉS DE PAIEMENT EN CAS DE MISE À DISPOSITION D'ÉQUIPEMENT 22	
10.4	DÉLAIS DE PAIEMENT	22
10.5	FACTURES	23
10.6	NANTISSEMENT ET CESSION DE CRÉANCE.....	24
Chapitre 3 – Passation des marchés spécifiques		25
11.	REFERENCEMENT DES CANDIDATS	25
12.	LANCEMENT DES MARCHES SPECIFIQUES	25
12.1	MODALITES DE PASSATION DES MARCHÉS SPÉCIFIQUES.....	25
12.2	OBJET DU MARCHÉ SPÉCIFIQUE.....	25
12.3	FORME DES MARCHÉS SPÉCIFIQUES	25
12.4	DURÉE DES MARCHÉS SPÉCIFIQUES	26
12.5	PIÈCES DU MARCHÉ SPÉCIFIQUE.....	26
12.6	OBLIGATIONS SPÉCIFIQUES LIÉES AU PRIX.....	28
12.7	MODALITÉS DE REMISE DES OFFRES.....	28
12.8	ÉVALUATION DES OFFRES DES MARCHÉS SPÉCIFIQUES	29
12.9	NOTIFICATION	29
Chapitre 4 – Modalités d'exécution du marché spécifique.....		30
13.	OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES ÉTABLISSEMENTS BÉNÉFICIAIRES	30
14.	MODALITÉS D'ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE.....	30
14.1	ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE DE CONSOMMABLES	31
14.2	ÉMISSION DE BON DE COMMANDE POUR L'ACHAT D'UN ÉQUIPEMENT	31
14.3	ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE POUR LA MAINTENANCE	32
14.4	ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE POUR LA MISE À DISPOSITION D'ÉQUIPEMENT	33
15.	MODALITÉS DE MODIFICATION OU D'ANNULATION DES BONS DE COMMANDE.....	33
16.	MODALITÉS DE LIVRAISON DES ÉQUIPEMENTS ET DES CONSOMMABLES	34
16.1	HORAIRES, LIEUX ET CONDITIONS DE LIVRAISON.....	34

16.2	EMBALLAGE ET TRANSPORT	35
16.3	DÉLAI DE LIVRAISON	36
16.4	DIFFICULTÉ DE LIVRAISON	36
16.5	BORDEREAU DE LIVRAISON	37
16.6	DESADV	37
17.	GESTION DES RUPTURES D'APPROVISIONNEMENT	38
17.1	OBLIGATION D'INFORMATION	38
17.2	RUPTURE CONSÉCUTIVE À UNE ÉVOLUTION DE LA RÉGLÉMENTATION OU À UNE DÉCISION D'UNE AUTORITÉ ADMINISTRATIVE ET SANITAIRE ET NON IMPUTABLE AU TITULAIRE	38
17.3	RUPTURE IMPUTABLE AU TITULAIRE	39
18.	OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION	40
18.1	OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION DES ÉQUIPEMENTS	40
18.2	OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION DES CONSOMMABLES	41
19.	DÉFAUT DE FABRICATION	42
20.	CLAUDE DE REPRISE	42
21.	GARANTIE ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS	43
22.	GARANTIE DES CONSOMMABLES	43
Chapitre 5 – Dispositions spécifiques aux établissements bénéficiaires situés en Outre-Mer		44
23.	MODALITÉS DE LIVRAISON	44
23.1	BORDEREAU DE LIVRAISON	44
23.2	EMBALLAGES ET TRANSPORT	45
24.	OPÉRATION DE VÉRIFICATION QUALITATIVE ET QUANTITATIVE	46
25.	ADMISSION DES FOURNITURES ET TRANSFERT DE RESPONSABILITÉ	46
26.	DISPOSITIONS FINANCIÈRES PARTICULIÈRES	46
27.	PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DES CONDITIONS SPÉCIFIQUES D'EMBALLAGES	47
Chapitre 6 – Pénalités et résiliation		47
28.	PÉNALITÉS	47
29.	EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES	47
29.1	EN CAS DE RUPTURE D'APPROVISIONNEMENT EN COURS D'EXÉCUTION	47
29.2	APRÈS RÉSILIATION PRONONCÉE AUX TORTS DU TITULAIRE	47
30.	RÉSILIATION DU MARCHÉ SPÉCIFIQUE	48
30.1	MOTIFS DE RÉSILIATION	48
30.2	INDEMNITÉ DE RÉSILIATION	48

30.3	RÉSILIATION EN CAS DE LIQUIDATION JUDICIAIRE	49
Chapitre 7 – Circonstances imprévues		49
31.	OBLIGATION D’INFORMATION	49
32.	MODALITÉS DE POURSUITE DU CONTRAT	49
32.1	MODIFICATION DES CONDITIONS D’ÉXECUTION	49
32.2	MODIFICATION TEMPORAIRE DES PRIX OU DE LA FORMULE DE RÉVISION	50
33.	MODALITÉS DE SUSPENSION DU CONTRAT	51
Chapitre 8 - Dérogations au CCAG-FCS		52

Chapitre 1^{er} – Généralités

1. FONCTIONNEMENT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1 TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Afin d'optimiser la commande publique dans le domaine de la santé, un Groupement de Coopération Sanitaire (G.C.S.) dénommé UniHA a été constitué par les établissements de santé adhérents du GCS UniHA.

Le GCS UniHA exerce l'activité permanente de centrale d'achat au sens de l'article L.2113-2 du Code de la commande publique.

Le GCS UniHA est le pouvoir adjudicateur du présent système d'acquisition dynamique pour le compte des établissements bénéficiaires mentionnés à l'article 1.3 du présent RC.

Les marchés spécifiques seront passés uniquement par l'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille ou par le GCS UniHA. Ils ne seront pas passés par les adhérents.

En revanche et par dérogation aux articles 2 et 3.7.1 du CCAG FCS, les établissements bénéficiaires des futurs marchés spécifiques (les adhérents UniHA) ont la qualité d'acheteur pour l'exécution des prestations : ils notifient les bons de commande auprès des titulaires l'article 3.7.1 du CCAG FCS et paient les prestations auprès du titulaire.

1.2 COORDONNÉES DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur en charge de la procédure de passation du Système d'Acquisition Dynamique est :

GCS UNIHA

9 rue des Tuiliers
69003 Lyon

Les personnes référentes sont pour la filière Produits de santé, Assistance Publique-Hôpitaux de Marseille :

- Christelle Labrande (christelle.labrande@uniha.org)
- Margaux Meiffren (margaux.meiffren@uniha.org)

Les marchés spécifiques seront passés uniquement par l'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille ou par le GCS UniHA :

Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille
Service Central des Opérations Pharmaceutiques
80, Rue Brochier
13354 MARSEILLE Cedex 5

Les référents sont les suivants :

Pharmacien acheteur UniHA : Téléphone : Adresse électronique :	Dr Margaux Meiffren 04 91 38 19 61 margaux.meiffren@ap-hm.fr
Pharmacien coordonnateur UniHA : Adresse électronique :	Dr Christelle LABRANDE christelle.labrande@ap-hm.fr

1.3 ETABLISSEMENTS BÉNÉFICIAIRES DES MARCHÉS SPÉCIFIQUES DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

Les établissements bénéficiaires de chaque marché spécifique lancé dans le cadre du présent Système d'acquisition dynamique sont les adhérents du GCS UniHA identifiés dans marché spécifique.

Les marchés spécifiques ne peuvent en revanche être mis à disposition que des seuls adhérents de la centrale d'achat identifiés au moment du lancement de chaque marché spécifique.

Le GCS UniHA pourra également être le bénéficiaire des marchés spécifiques dans le cadre d'une modalité d'achat-revente.

1.4 RÉPARTITION DES RESPONSABILITÉS AU STADE DES MARCHES SPECIFIQUES

Les responsabilités respectives de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Marseille ou du GCS UniHA au stade du marché spécifique et des membres bénéficiaires se répartissent comme suit (hors situation d'achat-revente) :

	AP-HM ou GCS UniHA	Établissement bénéficiaire
Supervision de la phase de lancement du marché spécifique et accompagnement de sa mise en œuvre initiale par les titulaires dans les établissements adhérents	X	
Passation, Signature notification du marché spécifique et de ses avenants Résiliation du marché spécifique	X	
Envoi des bons de commande		X
Gérer les procédures de révisions des prix des marchés spécifiques	X	
Procéder à la reconduction des marchés spécifiques	X	
Agrément des sous-traitant	X	
Appliquer les pénalités	X	X

	(pénalités reporting et d'exécution globale)	(pénalités d'exécution individuelle)
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction et la résiliation des marchés spécifiques, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution du marché spécifique	X	
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution des bons de commande		X

1.5 LITIGES

Les litiges concernant la passation du système d'acquisition dynamique relèveront du Tribunal administratif de Lyon.

Les litiges concernant la passation de chaque marché spécifique relèveront du Tribunal administratif de Marseille ou de Lyon selon que le pouvoir adjudicateur est l'APHM ou le GCS UniHA.

Les actes relevant de la responsabilité des établissements bénéficiaires relèveront de la compétence des juridictions du ressort territorial des établissements bénéficiaires.

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le bénéficiaire et le Titulaire, ne peuvent être invoquées par ces derniers comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée des prestations à effectuer.

2. OBJET ET PÉRIMÈTRE DU SAD

2.1 OBJET DU SAD

Le système d'acquisition dynamique a pour objet la **Fourniture de dispositifs médicaux, d'équipements et de médicaments destinés au traitement du sang ou à des fins de diagnostic et les services associés (prestations de maintenance et de formation)** des aires thérapeutiques identifiées dans l'annexe 1 du CCTP du présent SAD et pour le compte des établissements bénéficiaires désignés à l'article 1^{er} du présent CCAP.

Le système d'acquisition dynamique est subdivisé en catégorie comme suit :

- **Catégorie 1** : Hémodialyse chronique, dialyse péritonéale, épuration extra-rénale et hémaphérèse (consommables et équipement) ;
- **Catégorie 2** : Auto-transfusion per-opératoire (consommables, équipements, prestations de maintenance et de formation) ;

- **Catégorie 3** : Produits de contraste et injecteurs (médicaments, injecteurs, dispositifs médicaux associés et prestations de maintenance et de formation) ;
- **Catégorie 4** : Canules d'ECMO et canules de CEC.

De nouvelles catégories pourront être ajoutées en cours d'exécution.

Les montants indiqués en annexe 1 au CCAP s'appliquent à chaque catégorie dans sa globalité, tous marchés spécifiques confondus, et sont « estimatifs » sur la durée du SAD. Ils ne constituent en aucun cas un engagement contractuel quelconque ou un minimum de commande.

L'annexe 1 du CCTP du présent SAD précise l'estimation des besoins des premiers marchés spécifiques. Ces montants sont purement indicatifs ; ils ont été calculés en fonction des consommations et/ou valorisations des exercices précédents.

Le CCTP décrit, pour chaque catégorie, les caractéristiques générales des produits qui seront susceptibles d'être demandés dans le cadre des marchés spécifiques. Les spécifications spécifiques des produits seront précisées dans les CCTP de chaque marché spécifique.

2.2 PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE

Les livraisons des fournitures objet du SAD peuvent avoir lieu sur l'ensemble du territoire national ainsi que dans les Départements et Régions d'Outre-Mer et Collectivités d'Outre-Mer (annexe 2 du CCAP : Liste des adhérents du GCS UniHA).

La liste des établissements membres de UniHA jointe en annexe 2 du CCAP à titre indicatif est susceptible d'évoluer en cours du SAD.

Le périmètre de livraison sera précisé lors de chaque marché spécifique.

3. DIVISION EN LOTS

Les marchés spécifiques pourront être allotés. Le détail de l'allotissement sera précisé dans chaque marché spécifique.

4. PIÈCES CONSTITUTIVES DU SAD ET DES MARCHES SPECIFIQUES

4.1 PIECES CONSTITUTIVES DU SAD

Les pièces constitutives du SAD sont les suivantes :

- Le règlement de consultation du SAD ;
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières commun à tous les marchés spécifiques et ses 2 annexes** :

- Annexe 1 : Liste des catégories du SAD et de leurs montants estimatifs
- Annexe 2 : Liste des adhérents du GCS UniHA
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières commun à tous les marchés spécifiques et son annexe :**
 - Annexe 1 : Estimation des besoins des premiers marchés spécifiques
- **Le Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS)

4.2 PIÈCES CONSTITUTIVES DES MARCHÉS SPÉCIFIQUES

Les pièces constitutives de chaque marché spécifique sont les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (administratives et techniques) propre à chaque marché spécifique ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières commun à tous les marchés spécifiques et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières commun à tous les marchés spécifiques et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) de 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du contrat, elles prévalent dans l'ordre de priorité énuméré ci-dessus.

Les exemplaires des documents particuliers énumérés ci-dessus et conservés dans les archives de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille font seuls foi.

5. DURÉE DU SAD ET DES MARCHÉS SPÉCIFIQUES

La durée du Système d'Acquisition Dynamique court à compter de sa date de publication.

Pour toutes les catégories, le SAD sera ouvert pour une période de 10 ans.

Cette durée de validité pourra être modifiée selon les dispositions de l'article R.2162-40 du Code de la Commande Publique.

La durée de chaque marché spécifique sera précisée à l'occasion de chaque marché spécifique.

Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée de validité de chaque marché spécifique.

6. OBLIGATIONS GÉNÉRALES DU TITULAIRE

6.1 MODIFICATIONS AFFECTANT LE TITULAIRE ET INTERVENANT AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE SPECIFIQUE

6.1.1 MODIFICATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire d'un marché spécifique s'engage à informer, sans délai, l'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille de tout changement qui se rapporte à :

- l'adresse mail de contact pour tous échanges par la plateforme PLACE,
- la personne ayant qualité pour le représenter,
- la forme de l'entreprise,
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,
- son adresse ou son siège social,
- la cession d'une ou de différentes activités,
- l'acquisition d'une nouvelle activité,
- son adresse et coordonnées bancaires.

Ces changements doivent être signalés impérativement et sans délai à l'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille avant toute nouvelle facturation auprès des adhérents. Ces changements se font sans modification de l'offre retenue au titre du ou des marchés spécifiques notifié au candidat admis au SAD.

Ces modifications peuvent être formalisées par simple échange de courrier ou certificat administratif, ou tout moyen permettant d'établir l'accord des parties. Un avenant n'est pas nécessaire.

Concernant les changements de coordonnées bancaires, le pouvoir adjudicateur s'assurera par tout moyen de l'authenticité des nouvelles coordonnées bancaires transmises. Les changements de coordonnées bancaires seront notifiés par le titulaire aux établissements bénéficiaires.

6.1.2 CESSION DES MARCHES SPECIFIQUES

Conformément à l'article R.2194-6 du Code de la Commande publique, le titulaire du marché spécifique initial peut, à la suite d'une opération de restructuration, céder le marché à un nouveau titulaire.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;

- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes exigées dans le SAD lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession est subordonnée à l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communiquera les pièces suivantes :

- Les pièces listées à l'article 6.3 du RC du SAD
- les justificatifs prouvant que le cessionnaire est satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- un numéro d'identification délivré par l'INSEE ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans le cas où la commercialisation du produit objet du marché est transférée à un autre opérateur, le marché spécifique pourra être cédé et un avenant de transfert sera réalisé par le pouvoir adjudicateur sous réserve que le repreneur soit en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales et que celui-ci réponde aux exigences de capacités professionnelles et techniques du SAD. Les conditions initiales de mise en concurrence ne doivent pas être remises en cause du fait de ce transfert.

Dans l'hypothèse où le marché est conclu avec un groupement dont un co-traitant est dépositaire, la cession partielle du marché à un nouveau dépositaire sera autorisée par voie d'avenant actant le changement de co-traitant dès lors que le produit objet du marché n'est pas modifié.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

L'autorisation du pouvoir adjudicateur sur les différentes hypothèses de transfert décrites dans le présent article entraîne l'admission du cessionnaire dans le SAD si ce dernier n'est pas déjà admis dans le SAD.

6.1.3 CHANGEMENT DE DÉPOSITAIRE

Dans l'hypothèse où un dépositaire participe à l'exécution du marché par le biais d'une convention de mandat, le changement de dépositaire pourra être acté par voie de certificat administratif auquel sera associée la nouvelle convention de mandat.

6.2 SUIVI DE L'EXÉCUTION DES MARCHÉS SPECIFIQUES

6.2.1 REPORTING DU MARCHÉ SPÉCIFIQUE A L'ETABLISSEMENT BENEFICIAIRE ET A L'ASSISTANCE PUBLIQUE - HOPITAUX DE MARSEILLE

Le titulaire du marché spécifique devra fournir, à chaque établissement bénéficiaire, sous format EXCEL, au minimum à chaque date anniversaire :

- Le volume des commandes en quantité, sur l'année écoulée, pour chaque référence produit ;
- Le chiffre d'affaires réalisé HT et TTC pour chaque référence ;
- Les montants de remises consenties par type de remise, et leurs dates de perception.

Le titulaire transmettra à la même date un état des lieux à l'Assistance Publique – Hôpitaux de Marseille.

Le titulaire ne peut se soustraire à cette obligation.

Chaque établissement bénéficiaire pourra émettre des contestations dans un délai d'un mois à compter de la réception de cet état des lieux. En cas de non-respect des engagements du titulaire relatifs aux remises, ce dernier émettra au profit de l'établissement bénéficiaire concerné un avoir du montant de la remise pour la période considérée. Cet avoir pourra faire l'objet d'un titre de recette émis par le trésorier de l'établissement bénéficiaire.

6.2.2 REPORTING UNIHA

Chaque titulaire de chaque marché spécifique s'engage à transmettre au GCS UniHA deux reporting par an, afin d'effectuer un suivi de l'activité du Titulaire en termes de volumétrie et en terme financier. Les dates de reporting demandées sont le **31 juillet** pour les données du 1er janvier au 30 Juin (Semestre1) et le **31 janvier de l'année N+1** pour les données du 1er Juillet au 31 décembre (semestre2).

Ces exigences s'imposent pendant toute la durée d'exécution des marchés spécifiques, quelle que soit la date de début et la date de fin du marché spécifique, dès lors que sa période d'exécution couvre en partie un semestre.

Ce reporting sera réalisé à l'aide d'un fichier Template disponible sur le site internet de UniHA à partir du menu suivant : « Je suis une entreprise », « Reporting fournisseur ».

Le reporting doit permettre de renseigner les données obligatoires suivantes :

1. N°SIRET du titulaire, le nom du titulaire,
2. Numéro de marché attribué par UniHA,
3. N° SIRET de l'établissement bénéficiaire du marché, le Nom de l'établissement : Date de début et date de fin de période de reporting (exemple 01/01/2019 - 30/06/2019 : pour des données agrégées au semestre) pour caractériser la période concernée par la ligne de donnée,

4. Quantité de produits et/ou services facturée,
5. Montant facturé en euros HT et TTC.

Mode opératoire :

Le format fichier sera CSV ou Excel.

Le lien pour déposer le fichier se trouve sur le site internet du GCS UniHA www.uniha.org sous « Je suis une entreprise », « reporting fournisseur ». Il permet de tester le fichier et de le transmettre à UniHA.

La méconnaissance par le Titulaire des stipulations prévues au présent article donnera lieu, de plein droit et sans mise en demeure, à une pénalité de retard de 300 euros par semaine de retard. Une semaine s'entend du lundi au vendredi. Toute semaine entamée est due.

Cette pénalité est appliquée par UniHA.

6.3 ALIMENTATION DU E-CATALOGUE UNIHA

Afin de d'alimenter le e-catalogue UNIHA, et de proposer aux adhérents une vitrine des articles proposés dans chaque marché, les titulaires des marchés spécifiques devront fournir un fichier transmis par le pouvoir adjudicateur, complété avec les photos des produits proposés dans leur offre.

Les titulaires disposent d'un délai de 90 jours à compter de la notification pour fournir l'ensemble des éléments par voie électronique.

Le titulaire ne peut se soustraire à cette obligation.

En cas d'avenant, le titulaire devra renvoyer l'annexe susvisée du CCAP modifiée par l'effet de l'avenant dans un délai de 15 jours à compter de la signature de l'avenant.

6.4 QUALITÉ DES FOURNITURES

Les fournitures doivent être conformes à la réglementation en vigueur et aux spécifications techniques décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ainsi que dans les documents techniques de chaque marché spécifique.

Le titulaire s'engage à ce que ses fournitures soient de qualité identique à celle des photos ou iconographies, ou spécimen, fournies avec son offre en fonction des exigences propres de chaque marché spécifique.

Le titulaire s'engage à respecter le niveau d'engagement indiqué dans son offre.

6.5 ASSURANCE

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier auprès de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Marseille dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Il transmet à l'établissement bénéficiaire les attestations d'assurances nécessaires à la réalisation des travaux préalables à l'installation des équipements avant commencement des travaux par ses soins le cas échéant.

En cas de retard de communication des assurances, une pénalité de 100 euros par jour de retard sera appliquée, de plein droit et sans mise en demeure, sans exonération et sans plafond.

Cette pénalité est appliquée par l'Assistance Publique – Hôpitaux de Marseille.

6.6 DISCRÉTION ET CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire de chaque marché spécifique est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution des marchés spécifiques.

Le titulaire de chaque marché spécifique s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché spécifique pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

6.7 OBLIGATIONS RELATIVES AUX TRAVAIL DISSIMULÉ

À compter de la notification du marché spécifique, le titulaire du marché spécifique est tenu de fournir à l'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille ou le GCS UniHA tous les six mois et pendant toute la durée de validité du contrat, les pièces listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail, permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, et établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

En cas de non accomplissement de ces formalités et après mise en demeure de régulariser sa situation qui sera restée infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché spécifique, sans indemnités pour faute du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

6.8 SOUS-TRAITANCE EN COURS D'EXECUTION

En cas de sous-traitance, le titulaire fournit une déclaration de sous-traitance mentionnant :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le titulaire, en signant l'acte de sous-traitance, est réputé avoir accompli auprès de son sous-traitant les obligations qui s'imposent en application de l'article L.8222-1 du Code du travail.

6.9 PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES DANS LA RELATION POUVOIR ADJUDICATEUR – ÉTABLISSEMENTS BÉNÉFICIAIRES ET TITULAIRES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le titulaire traite les données personnelles collectées auprès des agents de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Marseille ou de UniHA et de chaque adhérent pour les seuls besoins du suivi administratif de l'accord-cadre et l'exécution des prestations contractuelles qui lui incombent.

Chaque établissement bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre les obligations qui s'imposent en application du RGPD et de la politique interne de l'établissement en conséquence de l'utilisation des équipements et prestations objet du marché et le titulaire s'engage à les respecter.

Ces obligations feront l'objet le cas échéant d'un accord spécifique entre l'établissement bénéficiaire et le titulaire selon la politique interne de l'établissement.

Chapitre 2 – Prix et règlements

7. CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX

7.1 FORME DES PRIX

Chaque marché spécifique est conclu à prix unitaires nets HT.

Les prix initiaux figurant au bordereau de prix unitaire (BPU) ou dans l'offre de prix sont établis à la date de remise des offres de chaque marché spécifique.

Les prix unitaires ou forfaitaires de l'offre sont appliqués aux quantités réellement commandées déduites des remises indiquées dans l'offre du titulaire.

La forme des prix (fermes ou révisables) et, le cas échéant, la formule de révision, seront précisées dans le marché spécifique.

Par dérogation à l'article 10.2 du CCAG FCS, le prix du règlement est le prix en vigueur à la date d'émission du bon de commande.

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de la livraison des fournitures/de l'exécution des prestations sauf dispositions réglementaires contraires.

Les taxes réglementaires, autres que la TVA, doivent être intégrées au prix unitaire HT. Aucune taxe réglementaire ne pourra faire l'objet d'une facturation supplémentaire en cours d'exécution du contrat. Cela s'appliquera également en cas d'application d'une nouvelle taxe, sauf disposition réglementaire ou législative contraire.

Titulaire étranger

La monnaie de compte des marchés spécifiques est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

Les fournitures sont soumises :

- soit à une liste des produits et prestations mentionnés à l'article L165-1 du code de la sécurité sociale pris en charge en sus des prestations d'hospitalisation,
- soit une liste des spécialités pharmaceutiques publiée en application des articles L162-16-5, L162-16-6, et L162-17 du code de la sécurité sociale.

7.2 CONTENU DES PRIX

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le coût du transport jusqu'au lieu de livraison contenu ou non dans le prix du consommable sera précisé dans le marché spécifique.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Le prix d'achat d'un équipement comprend *a minima* :

- L'installation et la mise en service ;
- La formation des utilisateurs.

Les prix de l'achat des consommables comprend *a minima* :

- La garantie minimale d'un an définie à l'article 22 du présent CCAP ;
- La formation des utilisateurs et leur accompagnement aux changements de pratique.

Les prix des consommables permettant la mise à disposition des équipements comprend *a minima* :

- La fourniture, l'installation et la mise en service des équipements ;
- Les prestations de maintenance tout risques (maintenance préventive et corrective) incluant la main d'œuvre, les déplacements et les pièces détachées
- La formation des utilisateurs et des techniciens biomédicaux de niveau 1

Pour les établissements bénéficiaires situés en DROM-COM, le coût du transport entre le site d'embarquement et le site de l'établissement bénéficiaire est à la charge de ce dernier (chapitre 5 du présent CCAP).

8. MODIFICATION DES PRIX

Ces modifications de prix s'appliquent sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à un avenant. La signature de l'offre de prix révisée par les deux parties vaut accord et application à la date de prise d'effet acceptée par le pouvoir adjudicateur du marché spécifique.

Des conditions supplémentaires de révision de prix pourront être indiquées dans les CCAP de chacun des marchés spécifiques.

8.1 HYPOTHÈSES DE RÉVISIONS DES PRIX JUSTIFIÉES PAR LA RÉGLEMENTATION APPLICABLE AUX MÉDICAMENTS

Les prix du marché sont réglementairement ou conventionnellement modifiés à tout moment à la baisse :

- en cas de modification des prix des médicaments rétrocédables (article L.5126-4 du Code de la Santé Publique) ou inscrits à la liste des médicaments ou dispositifs médicaux pris en charge en sus des prestations d'hospitalisation, l'offre de l'opérateur économique sera révisée à la baisse.

Le prix applicable sera le prix de cession ou tarif de responsabilité, au Journal Officiel en vigueur à la date d'émission de la commande.

- en cas de variation des prix fixés par convention conclue entre le CEPS et les entreprises exploitant des médicaments, le prix applicable sera le prix fabricant hors taxe publié (PFHT), sauf avis contraire du laboratoire notifié au plus tard le jour de publication du nouveau prix au journal officiel et dans la limite du prix pharmacien hors taxe.

Cette baisse s'applique à la date de parution au Journal Officiel sauf information contraire figurant sur le Journal Officiel.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur par voie dématérialisée, au plus tard le jour de parution de l'avis au JO, ses nouveaux prix. Il transmet à cet effet :

- L'avis du JO relatif aux prix CEPS
- Le nouveau prix

Si le Titulaire omet d'informer l'Interlocuteur d'une diminution du tarif CEPS, le Titulaire est tenu de procéder à un rattrapage de la baisse de prix et cela depuis la date d'application officielle de cette baisse.

Remboursement de l'écart entre le prix d'achat et le prix de cession ou tarif de responsabilité lors de la publication du prix fixé par le CEPS :

Le titulaire s'engage à rembourser (avoir ou titre de recettes), à chaque établissement adhérent qui en fait la demande, l'écart de la valeur du stock entre le prix marché et le nouveau prix CEPS publié au JO, pour tous les produits en stock à la date de publication au JO.

La demande du pharmacien de la PUI doit se faire dans un délai de 6 mois suivant la publication du nouveau prix CEPS au JO.

Ce remboursement se fait sur la base de la déclaration sur l'honneur du pharmacien de la PUI de l'établissement adhérent.

En cas d'augmentation du prix publié au JO, l'offre de l'opérateur économique, révisions comprises, restera le prix de référence.

8.2 OFFRE DE PRIX PROMOTIONNELS

En cours d'exécution des marchés spécifiques, les prix peuvent également évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnels mises en place à l'initiative du titulaire.

Le titulaire doit adresser dans les meilleurs délais, par écrit au coordonnateur, le tarif promotionnel. Il précise la durée de validité de la promotion et la désignation précise des spécialités ou dispositifs médicaux concernés.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion par l'ensemble des adhérents et se substituent automatiquement aux prix contractuels pendant la période définie.

Les factures émises sur la base des nouveaux prix doivent faire explicitement référence au tarif promotionnel qui fait partie des pièces justificatives de la dépense à transmettre au comptable public.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché sont ceux à nouveau en vigueur.

8.3 RÉVISIONS DES PRIX PRÉVUES PAR LE MARCHÉ SPÉCIFIQUE

Les clauses de révision des prix seront, le cas échéant, précisées dans chaque marché spécifique.

Les nouveaux tarifs, expressément acceptés par le pouvoir adjudicateur s'appliqueront de plein droit à compter de la date prévue pour la révision.

8.4 REMISES ET ESCOMPTES APPLICABLES

Le Titulaire s'engage à appliquer à chaque adhérent les remises proposées dans son offre.

Le Titulaire adresse au pouvoir adjudicateur du marché spécifique, à date anniversaire du marché, un récapitulatif exhaustif des sommes à percevoir pour chacun des établissements bénéficiaires.

Le Titulaire s'engage également à respecter les taux d'escompte précisés dans son offre en cas de réduction du délai de paiement.

Chaque marché spécifique précisera les modalités applicables aux différentes remises (remises sur chiffre d'affaires, remise en unités gratuites, autres remises).

9. AVANCES

Les dispositions de l'article B.11.1 du CCAG-FCS s'appliquent.

Une avance pourra être accordée dans les conditions prévues à l'article R.2191-16 du Code de la commande publique, sauf en cas de renonciation au bénéfice de l'avance par le titulaire à l'acte d'engagement.

Il ne sera accordé aucune avance supplémentaire.

Remboursement de l'avance

L'avance faisant l'objet d'un paiement unique, celle-ci sera récupérée en une seule fois.

Dans le cas d'une reconduction, la même procédure sera adoptée pour le versement et le remboursement de l'avance

Les établissements bénéficiaires pourront faire le choix de modifier les présentes dispositions dans un sens favorable au titulaire. Cette modification sera actée par voie d'avenant opposable entre le membre bénéficiaire et le titulaire du marché.

L'établissement bénéficiaire s'engage à en informer l'établissement coordonnateur en lui transmettant l'avenant.

10. MODALITÉS DE REGLEMENTS

10.1 MODALITÉS DE PAIEMENT EN ACHAT

Pour l'achat des fournitures, le paiement s'effectuera à l'admission des fournitures conformément aux articles 18.1 et 18.2.3. du présent CCAP.

10.2 MODALITÉS DE PAIEMENT POUR LES PRESTATIONS DE MAINTENANCE

Le paiement des prestations forfaitaires s'effectuera *a minima* trimestriellement à terme échu.

La dernière facture d'une année civile sera émise entre le 15 et le 31 décembre de chaque année civile.

Le montant de la première facture sera égal au montant prorata temporis du trimestre civil.

Le paiement des prestations sur bon de commande s'effectuera après la réalisation de chaque prestation et fourniture du rapport d'intervention.

10.3 MODALITÉS DE PAIEMENT EN CAS DE MISE À DISPOSITION D'ÉQUIPEMENT

Pour la mise à disposition des équipements, le paiement s'effectuera au moment de l'admission des consommables dans les conditions prévues à l'article 18.2.3 du présent CCAP.

10.4 DÉLAIS DE PAIEMENT

Le délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture ou, si la date de réception de la facture est antérieure à la date d'admission des produits, à compter de la date d'admission.

Le délai de paiement est celui prévu aux articles R.2192-10 et R.2192-11 du Code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est celui du taux de la BCE en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différends sur les sommes dues au titulaire. Dans ce cas, cette suspension fera l'objet d'une notification au titulaire. Cette notification devra préciser les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

À compter de la réception des justifications demandées par la personne publique contractante, un nouveau délai global est ouvert : il est de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de la suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

Le délai de paiement peut être suspendu par le comptable assignataire, dans le cas où une notification ou une signification d'une cession ou d'un nantissement a été faite au comptable et où celui-ci ne dispose pas de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité du marché public en même temps

que de l'ordonnance ou du mandat et des autres pièces justificatives, selon les modalités décrites ci-dessus. Le solde du délai global court à dater de la réception de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité par le comptable.

Il en va de même s'agissant du nantissement intervenu après le jugement d'ouverture de la procédure collective, qui ne peut être exécuté sans l'accord de l'administrateur judiciaire. Le courrier par lequel le comptable sollicite cet accord suspend le délai global de paiement et indique à l'administrateur le délai dans lequel il doit faire connaître sa réponse.

Le solde du délai global reprend à réception de la réponse de l'administrateur ou, à défaut, à l'expiration du délai prévu dans ce courrier.

Le paiement du contrat s'effectue grâce aux crédits inscrit à l'Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses (EPRD) de chaque établissement bénéficiaire.

Les modalités de règlement seront prises en accord avec le titulaire.

10.5 FACTURES

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

1/ Facture électronique :

Conformément à l'article R2192-3 du Code de la Commande Publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

2/ Dépôt de la facture électronique :

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro ».

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés et des prestations réalisées ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leurs prix forfaitaires ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par l'établissement bénéficiaire.

Il est établi une facture par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à plusieurs livraisons, auquel cas il sera établi une facture par livraison.

Dans certains cas et en fonction de l'état d'avancement de la réflexion de chaque établissement bénéficiaire, celui-ci pourra demander une facturation sous une autre forme (ex : facturation mensuelle).

Toute facture correspondant à une livraison directe dans un service de soins sans accord préalable du ou des pharmacien(s) responsable(s) des approvisionnements, et ce quel qu'en soit le motif, sera rejetée.

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence de pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée au titulaire et le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception d'une facture correctement établie et communication des pièces manquantes.

10.6 NANTISSEMENT ET CESSION DE CRÉANCE

Dans le cadre des marchés spécifiques à bons de commande, le titulaire précisera s'il souhaite obtenir :

- un certificat de cessibilité ou l'exemplaire unique du marché spécifique. Dans cette hypothèse, il devra adresser sa demande auprès du coordonnateur du marché spécifique ;

- un certificat de cessibilité ou l'exemplaire unique de chaque bon de commande. Dans cette hypothèse, il devra adresser sa demande auprès de chaque établissement adhérent bénéficiaire du marché spécifique.

Chapitre 3 – Passation des marchés spécifiques

11. REFERENCEMENT DES CANDIDATS

Les conditions de référencement des candidats sont prévues dans le règlement de consultation du SAD.

Seuls les candidats préalablement admis au sein du Système d'acquisition dynamique seront destinataires des invitations à remettre une offre lors de la publication des marchés spécifiques.

12. LANCEMENT DES MARCHES SPECIFIQUES

12.1 MODALITES DE PASSATION DES MARCHÉS SPÉCIFIQUES

Les marchés spécifiques seront lancés par l'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille ou par UniHA pour le compte des établissements bénéficiaires du GCS UniHA.

A la survenance d'un besoin, tous les candidats admis dans la catégorie du SAD concernée par le marché spécifique, et seuls ces candidats, sont invités à présenter une offre au marché spécifique dans un délai minimal de 10 jours à compter de l'envoi de la lettre d'invitation à soumissionner via le profil acheteur de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille ou du GCS UniHA.

Pendant toute la durée du SAD, les candidats admis sont invités à répondre autant que possible aux marchés spécifiques lancés.

Les candidats ne sont pas dans l'obligation de remettre une offre : dans ce cas, ils informeront le référent du pouvoir adjudicateur du motif de leur non-réponse.

12.2 OBJET DU MARCHÉ SPÉCIFIQUE

Le marché spécifique a pour objet de définir précisément les fournitures et les prestations objet du marché et les conditions d'exécution qui n'auraient pas été fixées dans le dossier de consultation du système d'acquisition dynamique, sans qu'il ne puisse toutefois déroger à ce dernier.

12.3 FORME DES MARCHÉS SPÉCIFIQUES

Les « marchés spécifiques » sont entendus comme des « marchés spécifiques passés sur le fondement du SAD » conformément aux articles R.2162-37 à 51 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions des articles R.2162-37 et suivants du Code de la commande publique, les parties ne pourront apporter des modifications substantielles aux termes fixées dans le SAD lors de la passation des marchés fondés sur cet accord.

Les marchés spécifiques prennent la forme d'accords-cadres mono-attributaires ou multi-attributaires à bons de commande avec ou sans minimum et avec un maximum (en volume ou en montant). Ces volumes et/ou montants seront déterminés pour chaque marché spécifique.

La liste des produits susceptibles de faire l'objet des futurs marchés spécifiques est jointe en annexe 1 du CCTP et pourra être complétée au stade de chaque marché spécifique.

Les montants estimés pour chaque produit listé en annexe 1 du CCTP sont prévisionnels et seront ajustés lors de la passation des marchés spécifiques.

12.4 DURÉE DES MARCHÉS SPÉCIFIQUES

La durée, le délai d'exécution des prestations et le délai de reconduction/non reconduction seront précisés dans chaque marché spécifique.

Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée de validité du marché spécifique.

Aucun marché spécifique ne pourra être conclu après le terme du SAD. Un marché spécifique peut toutefois s'achever postérieurement au terme du système, sous réserve que ce dépassement demeure raisonnable et ne méconnaisse pas l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

12.5 PIÈCES DU MARCHÉ SPÉCIFIQUE

Les pièces du marché spécifique définies ci-après s'ajoutent au socle contractuel du SAD.

12.5.1 DOCUMENTS DE CONSULTATION POUR MARCHÉS SPÉCIFIQUES

Pour la passation de chaque marché spécifique, le(s) candidat(s) au SAD seront invités simultanément à remettre une offre sur la base des documents de consultation pour chacune des catégories qui les concerne. Ces documents comprendront :

- La lettre d'invitation à soumissionner qui précisera entre autres :
 - les modalités d'accès et de téléchargement du dossier de consultation ;
 - la composition du dossier de consultation ;
 - les bénéficiaires des marchés spécifiques et l'estimation des besoins (quantités estimées et les volumes/montants maximum attendus pour chaque marché spécifique) ;
 - les modalités de remise des offres ;
 - les critères de choix des offres et leurs pondérations
- Les documents propres à la consultation, à savoir :

- Le dossier de consultation qui comprendra notamment un cahier des clauses particulières du marché spécifique visant à compléter le présent CCAP notamment sur les éléments suivants :
 - La durée du marché spécifique ;
 - Le périmètre du marché spécifique, son allotissement, les modalités d'organisation de la multi-attribution, le cas échéant ;
 - La forme des prix (ferme ou révisable) et le cas échéant les formules de révision ;
 - Les conditions de livraison particulières
 - Les pénalités, les motifs de résiliation et les modalités d'exécution aux frais et risques ;
 - Les opérations de vérification des opérations quantitatives et qualitatives.

Lors du lancement du marché spécifique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de communiquer d'autres documents que ceux susmentionnés.

12.5.2 DOSSIER À REMETTRE ET CONTENU DE L'OFFRE

Les candidats admis au SAD pourront présenter, pour chaque marché spécifique, une offre technique ainsi qu'une offre de prix la plus avantageuse possible pour chacune des fournitures/prestations concernées.

Les offres déposées, dans le cadre des marchés spécifiques, devront être conformes aux stipulations du SAD et aux documents propres au marché spécifique.

Les documents susceptibles d'être demandés sont les suivants :

- Le bordereau de prix dûment complété, daté selon les modalités précisées dans le cadre du marché spécifique
- Les réponses aux questionnaires du marché spécifique
- Tout autre document susceptible de démontrer la qualité des prestations attendues, tel qu'il est demandé dans le dossier de consultation du marché spécifique :
 - Fiches techniques, RCP, JO ...,
 - Fiche de données de sécurité,
 - Mémoire technique (si exigé),
 - Spécimens ou iconographies prévus dans le marché spécifique, le cas échéant : le candidat joint dans sa proposition le ou les spécimens demandés à l'appui le cas échéant des iconographies également exigées, dans les conditions suivantes :
 - **Spécimens** : Les spécimens sont adressés au coordonnateur, et sont obligatoirement remis dans les mêmes délais que l'offre. Ils font partie intégrante de l'offre. Le nombre de spécimens demandé par référence sera précisé dans le marché spécifique. Les spécimens envoyés doivent permettre l'analyse technique des fournitures pour lesquelles le candidat soumissionne, notamment la présentation des produits et la qualité du conditionnement primaire et secondaire. Le colis contenant les spécimens

doit indiquer l'intitulé de la consultation. Les spécimens doivent être réceptionnés à l'adresse indiquée, avant la date et heure limites de réception des offres. Chaque spécimen doit porter une étiquette inamovible indiquant le numéro de lot auquel il se rattache, le nom du candidat et la référence de la consultation.

- **Iconographies** : Elles sont adressées au coordonnateur, et sont obligatoirement remises dans les mêmes délais que l'offre, au format dématérialisé au sein du pli électronique déposé sur PLACE. Les photos/iconographies permettent l'analyse de la présentation du produit et de son étiquetage dans les mêmes conditions que s'il s'agissait d'un spécimen. Ainsi, il est demandé au candidat de transmettre les bons à tirer du conditionnement primaire et secondaire sur l'ensemble de ses faces. Le candidat doit également transmettre des photos des conditionnements primaires et secondaires et fournir la notice associée. L'ensemble des documents transmis devront être fidèles au produit ainsi il est demandé des représentations en couleur.
- **Échantillons** : comme précisé à l'article 12.5.3.

12.5.3 ÉCHANTILLONS

Les échantillons sont destinés aux tests réalisés par les utilisateurs dans les établissements membres ou non du groupe expert dans le cadre de l'évaluation des offres.

Pour les produits nécessitant la mise en place de tests, le pouvoir adjudicateur du marché spécifique adressera une demande écrite au candidat précisant les références des articles demandés, les quantités nécessaires, les coordonnées du ou des établissement(s) testeurs et la date limite de livraison. Le cas échéant, ces informations pourront être indiquées dès la publication dans le document de consultation du marché spécifique. Le candidat s'engage à respecter les conditions mentionnées dans cette demande.

Les articles fournis comme échantillon ne sont ni repris, ni facturés par le candidat.

12.6 OBLIGATIONS SPÉCIFIQUES LIÉES AU PRIX

Les prix seront exprimés exclusivement en euros HT et conformément aux dispositions du chapitre 2 du présent CCAP.

12.7 MODALITÉS DE REMISE DES OFFRES

Il n'est pas attendu d'offres au stade des candidatures.

Les offres seront remises au stade des marchés spécifiques selon les modalités précisées dans la lettre d'invitation à soumissionner.

Les modalités de remise des offres sont exclusivement électroniques et telles qu'indiquées par l'Assistance Publique – Hôpitaux de Marseille ou le GCS UniHA dans les documents de consultation du SAD et du marché spécifique.

12.8 ÉVALUATION DES OFFRES DES MARCHÉS SPÉCIFIQUES

Les critères de sélection des offres des marchés spécifiques et leur pondération pour chaque catégorie seront basés sur le tableau suivant :

Critères	Pondération
Qualité technique, prestations associées et RSE	40% à 70%
Prix	30% à 60 %

Critères	Pondération
Catégorie 1	
Qualité technique, prestations associées et RSE	50 % à 70 %
Prix	30 % à 50 %
Catégorie 2	
Qualité technique, prestations associées et RSE	50 % à 70 %
Prix	30 % à 50 %
Catégorie 3	
Qualité technique, prestations associées et RSE	40 % à 60 %
Prix	40 % à 60 %
Catégorie 4	
Qualité technique, prestations associées et RSE	50 % à 70 %
Prix	30 % à 50 %

Le total de la pondération de tous les critères sera de 100%.

L'offre la mieux classée au regard de ces critères sera retenue. La lettre de consultation précisera les pondérations et éventuels sous-critères applicables, et indiquera le cas échéant les conditions particulières d'attribution du marché spécifique.

12.9 NOTIFICATION

L'assistance Publique – Hôpitaux de Marseille ou le GCS UniHA procédera à la notification du marché spécifique au titulaire via son profil acheteur.

Une fois notifié auprès du titulaire, le marché spécifique pourra être mis à disposition des membres du GCS UniHA identifiés dans celui-ci, dans les conditions fixées au présent CCAP, et le titulaire exécutera ses prestations directement auprès de ces derniers.

Chapitre 4 – Modalités d'exécution du marché spécifique

Sous réserve des dispositions particulières des marchés spécifiques, les présentes clauses s'appliquent à chaque marché spécifique en fonction de son objet.

13. OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES ÉTABLISSEMENTS BÉNÉFICIAIRES

Pendant toute la durée d'exécution marché, et conformément aux spécifications techniques du matériel, telles que définies dans l'offre du Titulaire et ses annexes, l'établissement bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser le matériel dans des conditions normales, en particulier à ne pas utiliser de produits qui pourraient l'endommager ;
- Utiliser le matériel dans des conditions d'environnement conformes aux spécifications du constructeur ;
- Respecter les conditions habituelles d'utilisation telles que décrites dans le manuel d'utilisation du produit ;
- Maintenir le matériel en parfait état de fonctionnement. La remise en état d'un matériel qui serait détérioré faute de soins élémentaires serait à la charge de l'Etablissement bénéficiaire ;
- Effectuer les opérations de maintenance de niveau 1 selon la norme AFNOR FD X 60 000, à savoir les actions simples nécessaires à l'exploitation et réalisées sur des éléments facilement accessibles en toute sécurité à l'aide d'équipements de soutien intégrés au bien. Ce type d'opération peut être effectué par l'utilisateur du bien avec, le cas échéant, les équipements de soutien intégrés au bien et à l'aide des instructions d'utilisation ;
- Assurer les conditions réglementaires de sécurité du représentant du titulaire pendant ses prestations de maintenance.

Le représentant légal de l'établissement bénéficiaire assume son rôle de « gardien de la chose » et, à ce titre, reste responsable, de l'utilisation qui en est faite, et des dommages matériels et / ou corporels pouvant en résulter. Cette responsabilité de l'établissement bénéficiaire, en sa qualité de gardien de la chose, n'est pas l'unique responsabilité potentielle en lien avec l'utilisation des équipements et l'établissement bénéficiaire pourra toujours rechercher la responsabilité du titulaire.

14. MODALITÉS D'ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commandes sont directement passés par les établissements bénéficiaires mentionnés à l'article 1.3 du présent CCAP.

Les bons de commandes sont signés par toute personne réputée habilitée à engager l'établissement adhérent selon les règles internes propres à ce dernier. Seul l'établissement adhérent est garant de cette habilitation.

Chaque commande fera l'objet d'un accusé-réception de la part du titulaire dans les 72h suivant la réception du bon de commande, adressé à l'établissement bénéficiaire.

L'accusé réception précisera la date prévisionnelle de livraison.

Le titulaire devra exécuter l'ensemble des prestations qui lui seront commandées par chaque établissement bénéficiaire. Le titulaire devra informer systématiquement l'établissement bénéficiaire en cas de difficulté de fourniture.

14.1 ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE DE CONSOMMABLES

Les livraisons ne pourront intervenir qu'après notification des bons de commandes signés par le pharmacien gérant de l'établissement bénéficiaire ou les pharmaciens ayant reçu délégation de signature.

Les bons de commande font apparaître les informations suivantes :

- La quantité à livrer,
- La désignation de la fourniture,
- Le numéro de référence du produit,
- La date de livraison souhaitée,
- L'adresse et le lieu de livraison,
- Le montant TTC du bon de commande,
- La référence de l'accord-cadre,
- Le numéro de la commande,
- Le prix net unitaire HT.

14.2 ÉMISSION DE BON DE COMMANDE POUR L'ACHAT D'UN ÉQUIPEMENT

Les bons de commande font apparaître les informations suivantes pour les équipements :

- La date de commande
- Le nom et les coordonnées du titulaire du lot
- La référence du lot, et le numéro du marché UniHA
- Les références telles que figurant au BPU
- La quantité à livrer,
- L'extension de garantie et sa durée, le cas échéant
- La date de livraison souhaitée,
- L'adresse et le lieu de livraison,
- Le prix net unitaire HT

- Le montant TTC du bon de commande,
- Le numéro de la commande,

14.3 ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE POUR LA MAINTENANCE

Les bons de commande de contrat de maintenance font apparaître les informations suivantes :

- La date de commande,
- Le nom et les coordonnées du titulaire du lot,
- La référence du lot, et le numéro du marché UniHA,
- Les références du contrat commandé, telles que figurant au BPU,
- La date de début des prestations,
- La durée du contrat de maintenance,
- L'adresse et le lieu d'exécution des prestations,
- Le prix net unitaire HT,
- Le montant TTC du bon de commande,
- Le numéro de la commande.

Les bons de commande de prestations de maintenance hors contrat de maintenance font apparaître les informations suivantes :

- La date de commande,
- Le nom et les coordonnées du titulaire du lot,
- La référence du lot, et le numéro du marché UniHA,
- Le motif de l'intervention et le montant au-delà duquel un devis est exigé,
- La date de début d'exécution des prestations,
- L'adresse et le lieu d'exécution des prestations,
- Le prix net unitaire HT,
- Le montant TTC du bon de commande,
- Le numéro de la commande.

Les bons de commande de pièces détachées font apparaître les informations suivantes :

- La date de commande,
- Le nom et les coordonnées du titulaire du lot,
- La référence du lot, et le numéro du marché UniHA,
- Les références telles que figurant au BPU,
- La quantité à livrer,
- La date de livraison souhaitée,
- L'adresse et le lieu de livraison,
- Le prix net unitaire HT,
- Le montant TTC du bon de commande,

- Le numéro de la commande.

14.4 ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE POUR LA MISE À DISPOSITION D'ÉQUIPEMENT

Les bons de commande font apparaître les informations suivantes :

- La date de commande,
- Le nom et les coordonnées du titulaire du lot,
- La référence du lot, et le numéro du marché UniHA,
- Les références telles que figurant au BPU,
- La quantité à livrer,
- La date de livraison souhaitée,
- L'adresse et le lieu de livraison,
- Le numéro de la commande,
- La durée de la mise à disposition et la référence du contrat de mise à disposition.

La mise à disposition de l'équipement pourra être encadrée par un contrat de mise à disposition qui précisera notamment les éléments suivants :

- la durée de la mise à disposition et sa date de démarrage (en renvoyant à la clause qui dit que c'est à la signature du PV de mise en service que le compteur démarre)
- la référence de l'équipement concerné
- la quantité d'équipements concernés

L'établissement pourra utiliser son propre contrat de mise à disposition s'il existe. Dans le cas contraire, un modèle de contrat de mise à disposition pourra être proposé par l'établissement coordonnateur en annexe du marché spécifique.

Il est précisé que les clauses du CCAP du SAD et du marché spécifique prime sur les clauses du contrat de mise à disposition.

15. MODALITÉS DE MODIFICATION OU D'ANNULATION DES BONS DE COMMANDE

Avant la livraison ou l'exécution des prestations, un bon de commande peut être modifié ou annulé sur demande d'un établissement bénéficiaire, totalement ou partiellement.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation sur le motif de l'annulation, sauf à démontrer et justifier avoir engagé des frais à perte pour l'exécution des prestations.

Le Titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement, conformément à l'article 11.3.2 du CCAG-FCS. Aucun forfait minimum de dédommagement n'est alors applicable. La demande de paiement est acceptée dans les conditions définies à l'article 11.6 du CCAG-FCS.

En tout état de cause, aucune indemnité ne sera due en cas d'annulation du bon de commande pour faute du titulaire (retard, non réponse) ou dans l'hypothèse où une nouvelle commande d'un montant équivalent émise par l'établissement bénéficiaire concerné serait intervenue en remplacement de la commande annulée.

16. MODALITÉS DE LIVRAISON DES ÉQUIPEMENTS ET DES CONSOMMABLES

16.1 HORAIRES, LIEUX ET CONDITIONS DE LIVRAISON

Pour les équipements :

Les caractéristiques liées à la livraison sont propres à chaque établissement bénéficiaire et seront listées pour chaque établissement bénéficiaire positionné sur le marché spécifique.

Le titulaire, ou toute personne mandatée par lui pour les besoins de l'exécution des prestations devra respecter les modalités d'accès et de sécurité propres à chaque établissement.

Concernant la France métropolitaine, le titulaire payera tous les coûts de transport jusqu'à l'établissement bénéficiaire et supportera tous les risques y afférents.

Le titulaire payera également les taxes et se chargera, le cas échéant, des frais et formalités de dédouanement.

Le transport, le déchargement, l'installation et la mise en service de l'équipement seront supportés et/ou sous la responsabilité du titulaire. En effet, le titulaire est responsable du transporteur qu'il aura choisi et de toutes les avaries de livraison qui surviendraient du propre fait de ce dernier.

Pour les consommables :

Les caractéristiques liées à la livraison sont propres à chaque établissement bénéficiaire et seront listées pour chaque établissement bénéficiaire positionné sur le marché spécifique.

Le titulaire, ou toute personne mandatée par lui pour les besoins de l'exécution des prestations devra respecter les modalités d'accès et de sécurité propres à chaque établissement.

Le déchargement de la marchandise sera réalisé par le transporteur sous la responsabilité du titulaire. En effet, le titulaire est responsable du transporteur qu'il aura choisi et de toutes les avaries de livraison qui surviendraient du propre fait de ce dernier.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, le titulaire est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination de l'établissement bénéficiaire.

16.2 EMBALLAGE ET TRANSPORT

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport, et respecter la réglementation en vigueur. Elle est de la responsabilité du titulaire.

Pour les équipements, conformément à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS, les emballages restent la propriété du titulaire.

Pour les consommables, par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS, les emballages restent la propriété de l'établissement bénéficiaire

En application des dispositions de l'article 20.3 du CCAG-FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage incombent au titulaire. Le titulaire est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination de l'établissement bénéficiaire.

Le déchargement de la marchandise sera réalisé par le transporteur sous la responsabilité du titulaire. En effet, le titulaire est responsable du transporteur qu'il aura choisi et de toutes les avaries de livraison qui surviendraient du propre fait de ce dernier.

Les fournitures doivent être livrées par tout moyen permettant de respecter le délai d'exécution contractuel maximum fixé dans le marché spécifique.

La livraison sera conforme aux dispositions du protocole de sécurité concernant les opérations de chargement et de déchargement de chaque établissement adhérent.

Recommandations relatives au transport des produits de santé sous température dirigée :

Les opérations doivent être réalisées en conformité avec les bonnes pratiques définies par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé ainsi que les recommandations de l'Ordre national des pharmaciens relatives au transport des produits de santé sous température dirigée (5°C +/-3°C) (version octobre 2012).

Les produits doivent être maintenus à une température comprise entre 2°C et 8°C.

Les moyens et les conditions de transport mis en œuvre par le titulaire doivent permettre d'assurer la conservation des produits dans des conditions optimales afin que la chaîne du froid soit respectée jusqu'à la livraison effective du produit sur le site de l'établissement bénéficiaire.

Le titulaire s'engage à :

- Utiliser un emballage adapté : un emballage isotherme et réfrigérant autonome et éco-responsable adapté aux produits pharmaceutiques, thermosensibles, biotechnologiques et chimiques.
- Utiliser un mode de transport permettant de maintenir le produit à température pendant toute la durée du transport et au moins 96 heures (transport à température

dirigée et contrôlée pour chaque colis ou transport à température non maîtrisée nécessitant l'emploi de dispositifs isothermes validés par l'établissement bénéficiaire).

- Justifier que le couple temps/température a été maintenu dans les limites prescrites jusqu'à la réception. Un suivi de la température sera réalisé en temps réel avec un indicateur de dépassement. Les livraisons seront tracées à chaque étape dès la sortie de l'entrepôt jusqu'à la livraison.

La température à laquelle les produits doivent être maintenus ainsi que l'information de la date limite de validité du dispositif sont identifiées sur chaque colis et palette. Les instructions à suivre en cas de dépassement de la durée de validité doivent également être visible et exploitable.

Le titulaire s'engage à informer l'établissement bénéficiaire des conditions de transport applicables aux colis expédiés afin de transmettre les informations à son transitaire.

16.3 DÉLAI DE LIVRAISON

Le délai de livraison est celui indiqué dans chaque marché spécifique, tel qu'il a été fixé ou encadré par l'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille ou par UniHA.

Le point de départ du délai d'exécution est celui de la date de notification du bon de commande.

Pour les DROM-COM, les délais de livraison sont à comprendre entre la date d'arrivée de la commande et la date de livraison au transitaire.

Les prestations devront être achevées, y compris après la date limite de validité du marché, dès lors que le bon de commande aura été émis pendant la période de validité du marché.

16.4 DIFFICULTÉ DE LIVRAISON

Le titulaire devra livrer l'ensemble des produits qui lui seront commandés.

Lorsque le titulaire ne peut honorer la livraison d'une commande de manière totale ou partielle et/ou lorsqu'il désire procéder à la modification de tout élément inscrit sur le bon de commande, il doit impérativement en informer au préalable et sans délai l'établissement adhérent.

Cette information préalable se réalise :

- Soit par téléphone, confirmée d'une communication écrite dans un second temps ;
- Soit par courriel.

L'établissement bénéficiaire, prendra alors une décision de livraison partielle ou de différer la livraison.

16.5 BORDEREAU DE LIVRAISON

Pour les équipements, les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bordereau de livraison indiquant :

- Le nom du titulaire,
- La date d'expédition,
- L'objet de la livraison (sur chaque colis, avec la quantité),
- Le numéro de l'accord-cadre,
- La référence du bon de commande,
- Le lieu de livraison,
- La personne ou le service en charge de valider la livraison,
- Le numéro de série pour les équipements

Pour les consommables, les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bordereau de livraison indiquant :

- Le nom du titulaire,
- La date de livraison,
- L'objet de la livraison (sur chaque colis, avec la quantité),
- Le numéro de l'accord-cadre,
- La quantité à livrer, la quantité livrée par référence,
- La référence du bon de commande,
- Le lieu de livraison,
- Le numéro de lot ou de série, si possible,
- Le nombre de colis et le poids de chacun d'eux.

Le bordereau de livraison au format papier pourra être substitué par un bordereau de livraison dématérialisé uniquement après accord du pharmacien gérant de la PUI, de l'approvisionnement ou des pharmaciens ayant reçu délégation de signature et validation des modalités d'envoi.

Auquel cas, il pourrait être transmis par mail aux personnes concernées.

16.6 DESADV

Il est souhaité la mise à disposition du DESADV (despatch advice – avis d'expédition) en anticipation de la livraison avec le numéro de lot et la péremption.

Dans l'hypothèse de la mise en œuvre des codes agrégés ou consolidés, les modalités de livraison devront être conformes aux dispositions de l'article 8 du CCTP.

17. GESTION DES RUPTURES D'APPROVISIONNEMENT

17.1 OBLIGATION D'INFORMATION

En cas de rupture d'approvisionnement du produit objet du marché spécifique, et quelle qu'en soit la cause (arrêt de commercialisation, fabrication, distribution, rupture de stocks, évolution de la réglementation, contingentement), le titulaire en informe par écrit l'établissement coordonnateur et les établissements bénéficiaires sans délai.

Cette information doit comprendre, à minima :

- Les motifs de la rupture d'approvisionnement ;
- La durée prévisionnelle de rupture ;

L'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille ou le GCS UniHA apprécie les motifs présentés par le titulaire pour décider de la poursuite ou non de l'exécution du marché spécifique.

17.2 RUPTURE CONSÉCUTIVE À UNE ÉVOLUTION DE LA RÉGLÉMENTATION OU À UNE DÉCISION D'UNE AUTORITÉ ADMINISTRATIVE ET SANITAIRE ET NON IMPUTABLE AU TITULAIRE

17.2.1 PRODUIT DE SUBSTITUTION

L'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille ou le GCS UniHA accepte la présentation d'un produit de substitution pour palier à cette rupture, à la condition que cette rupture relève d'un évènement extérieur au marché que le titulaire ne pouvait raisonnablement pas prévoir au moment du dépôt de son offre.

Le titulaire propose alors un produit de substitution, accompagné de la fiche technique du produit.

Le produit de substitution doit respecter les mêmes caractéristiques techniques que les produits retenus initialement au marché. Le prix du produit de remplacement palliant la rupture d'approvisionnement ne pourra être supérieur au prix du produit initialement retenu.

Toute opération de substitution de produit doit impérativement recueillir l'accord préalable de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille ou du GCS UniHA. Cet accord préalable, daté et signé par le pouvoir adjudicateur du marché spécifique sera matérialisé par la signature de l'offre de substitution de produit, retournée au titulaire. En aucun cas, le titulaire ne pourra se prévaloir d'un simple accord oral pour la livraison de produits de substitution.

En cas de livraison d'un produit de substitution sans accord préalable de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille ou du GCS UniHA, le produit sera rejeté et sera repris aux frais du titulaire, sans que les dispositions relatives aux opérations de vérification prévues au chapitre 4 ne s'appliquent.

17.2.2 RESILIATION

Dans l'hypothèse où aucun produit de substitution ne peut être proposé par le titulaire ou accepté par le pouvoir adjudicateur, le marché spécifique peut être résilié pour motif d'intérêt général.

17.3 RUPTURE IMPUTABLE AU TITULAIRE

17.3.1 EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En cas de durée prévisionnelle de rupture inférieure à 6 mois imputable au titulaire, l'établissement coordonnateur peut refuser tout produit de substitution, y compris répondant aux critères définis à l'article 17.2.1, et chaque établissement bénéficiaire, après accord de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille, peut alors exécuter le marché aux frais et risques du titulaire jusqu'à la reprise des livraisons.

Par dérogation à l'article 45.1 du CCAG, et compte tenu de la nature des prestations objet du marché qui ne peuvent souffrir d'aucun retard, le titulaire du marché n'est pas informé de la décision de procéder à l'exécution du marché aux frais et risques préalablement à sa mise en œuvre dès lors que la rupture d'approvisionnement est constatée par tous moyens.

Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

En cas de carence entre la date d'émission du bon de commande et la reprise des livraisons par un tiers, chaque établissement adhérent est en droit d'appliquer les pénalités de retard prévues dans le marché spécifique.

17.3.2 RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où la rupture est d'une durée supérieure à 6 mois, ou dans l'hypothèse où la rupture initialement réputée inférieure à 6 mois excède finalement une durée de 6 mois le pouvoir adjudicateur du marché spécifique peut résilier le marché spécifique pour faute du Titulaire, aux frais et risques du titulaire défaillant le cas échéant, après mise en demeure préalable d'un mois restée infructueuse.

La période ainsi couverte par l'exécution aux frais et risques du marché résilié s'achève à la date de notification d'un nouveau marché spécifique, ou à défaut d'un nouveau marché passé dans les règles du Code de la commande publique. Elle ne peut excéder 6 mois, à compter de la date de résiliation du marché.

18. OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION

Pour les équipements, les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées par l'Ingénieur Biomédical ou la personne qui aura été désignée sur le bon de commande.

Ces vérifications sont destinées à constater que les fournitures et prestations répondent aux stipulations du marché.

18.1 OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION DES ÉQUIPEMENTS

Par dérogation aux articles 28 et 30 du CCAG FCS, les opérations de vérification des équipements se déroulent de la façon suivante.

18.1.1 MISE EN SERVICE

Dans un délai maximum de 15 jours, à compter de la livraison de l'équipement ou à une date choisie d'un commun accord entre le fournisseur et l'Ingénieur Biomédical, il sera procédé aux opérations tendant à vérifier que les équipements présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans les documents particuliers du marché et de l'offre du titulaire.

A l'issue cette période de vérification :

- Si le résultat est positif :
 - L'établissement bénéficiaire dispose d'un délai maximal de quinze jours calendaires pour notifier par écrit au titulaire sa décision d'admission de l'équipement. L'établissement bénéficiaire établit alors et signe **un procès-verbal d'admission validant l'acceptation de la mise en service** dont un exemplaire est remis au titulaire.
 - **La garantie contractuelle du Titulaire prendra effet à la date indiquée sur ce procès-verbal.**
 - **L'admission emporte transfert de propriété de l'équipement à l'établissement bénéficiaire.**
- Si le résultat de la vérification est négatif, l'établissement prend une décision écrite qu'il notifie au titulaire, soit :
 - D'ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire maximale de quinze jours ;
 - D'admission avec réfaction ;
 - De rejet, après que le titulaire a été mis à même de présenter des observations.
- Si l'établissement estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. Pour cela :
 - La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

- En cas de rejet, le titulaire dispose d'un délai de trente jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être évacuées par l'établissement, aux frais du titulaire.
 - Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de l'acheteur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.
- Si l'établissement ne notifie pas sa décision dans le délai de quinze jours calendaires mentionné ci-avant, le résultat de la vérification est considéré comme positif et les prestations sont réputées admises.

18.2 OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION DES CONSOMMABLES

18.2.1 VÉRIFICATIONS QUANTITATIVES

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues à l'article 28.1 du chapitre V du CCAG. Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

Ces vérifications sont effectuées le jour même de la livraison.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, l'établissement bénéficiaire peut mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, le dit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

Le cas échéant, les marchés spécifiques peuvent prévoir des dispositions particulières concernant les opérations de vérification quantitatives.

18.2.2 VÉRIFICATIONS QUALITATIVES

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues à l'article 28.1 du chapitre V du CCAG FCS. Elles consistent à vérifier la conformité des références listés sur le bon de commande et les références livrées, la conformité technique des produits et notamment sa qualité, le conditionnement, l'étiquetage et sa durée de validité.

Ces opérations sont effectuées dans le délai de 30 jours à compter de la livraison des fournitures par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS.

La livraison est réputée admise en cas de silence de l'établissement adhérent après ce délai.

Les marchés spécifiques peuvent prévoir des dispositions particulières concernant les opérations de vérification qualitative.

Par dérogation à l'article 28.1 du chapitre V du CCAG FCS, en cas de livraison d'un produit de substitution sans accord préalable de l'établissement coordonnateur, le produit peut être rejeté sans condition de délai.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande écrite de l'établissement adhérent qui toutefois peut accepter les fournitures avec réfaction de prix.

18.2.3 ADMISSION

Les fournitures sont admises à l'issue des opérations de vérifications prévues à l'article 18.2.2.

19. DÉFAUT DE FABRICATION

En cas de rappel d'une série de fabrication, l'établissement bénéficiaire est en droit d'exiger une contrepartie financière liée aux surcoûts engendrés notamment par la ré-hospitalisation ou la déprogrammation de la prise en charge de patient.

20. CLAUSE DE REPRISE

Les reprises de stocks sur demande de l'établissement bénéficiaire sont à la charge de ce dernier lorsqu'elle ne fait pas suite à un défaut de conformité du produit.

En cas de retour pour défaut de conformité du produit, à son étiquetage, à son adressage, sa durée de validité, à un événement lié à la matériovigilance, à un retrait de lot ou tout autre événement lié exclusivement aux produits, pour résiliation, l'ensemble des frais de retour des produits concernés, l'enlèvement, le transport, les droits et taxes sont à la charge exclusive du titulaire du marché spécifique.

Si la reprise de stock pour défaut de conformité du produit nécessite la livraison d'un nouveau stock, cette opération est à la charge totale du titulaire de l'accord-cadre.

Si les produits sont destinés à la destruction, le titulaire du contrat pourra organiser cette destruction directement sur un site homologué local, à condition d'en assurer les frais de destruction et de transport.

Reprise des médicaments rétrocédables : si un médicament inscrit sur la liste des médicaments rétrocédables passe sur la liste des médicaments remboursables, en cours de contrat, avec un circuit exclusif de dispensation en pharmacie de ville ; les stocks de la PUI à la date de parution de l'arrêté

d'inscription du médicament sur la liste des médicaments remboursables sont, à la demande de la PUI, repris par le titulaire, y compris pour les produits de la chaîne du froid.

Un avoir correspondant aux stocks repris (ou détruits) sera émis par le titulaire bénéficiaire dans le délai d'un mois après reprise (ou destruction). L'avoir pourra être réclamé sous forme de titre de recette émis par l'établissement.

21. GARANTIE ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS

Voir CCTP

22. GARANTIE DES CONSOMMABLES

Les consommables sont garanties contre tout vice de fabrication, défaut de matière ou défaut de fonctionnement pendant le délai d'utilisation indiqué sur les emballages d'origine à compter du jour de la réception.

Ce délai de garantie ne pourra être inférieur à celui fixé, le cas échéant, au CCTP du SAD ou dans chaque marché spécifique. En l'absence d'indications, ce délai de garantie ne pourra être inférieur à un an.

Ces garanties sont applicables dans les mêmes conditions aux fournitures de substitution ou de remplacement.

Chapitre 5 – Dispositions spécifiques aux établissements bénéficiaires situés en Outre-Mer

Toutes les dispositions du présent cahier des clauses administratives s'appliquent aux établissements DROM-COM également sous réserve des clauses spécifiques prévues au présent article.

23. MODALITÉS DE LIVRAISON

Les caractéristiques liées à la livraison sont propres à chaque établissement bénéficiaire et sont définies sur chaque bon de commande.

Le titulaire assure la livraison des fournitures dédouanées pour l'export, au point de livraison en France métropolitaine (FCA), déterminé par l'établissement bénéficiaire (quai transitaire aérien ou maritime).

Le titulaire pourra, à la demande de l'établissement bénéficiaire, présenter un devis de transport, en incoterm DDP jusqu'au site de l'établissement bénéficiaire. L'établissement bénéficiaire sera libre d'accepter ou de refuser ce devis.

Dans le cas où la fourniture objet du marché spécifique est fabriquée en dehors de la France, le point de livraison (transitaire) est défini en commun accord avec l'établissement bénéficiaire concerné.

Le délai de livraison est le même que pour les établissements situés en France métropolitaine défini dans chaque marché spécifique : il s'entend de la date de notification du bon de commande à la date de livraison sur le site d'embarquement (quai transitaire aérien ou maritime du transitaire).

Le titulaire est chargé d'emballer et d'étiqueter les fournitures afin qu'elles arrivent en bon état à destination finale.

23.1 BORDEREAU DE LIVRAISON

La livraison sera obligatoirement accompagnée d'un bordereau de livraison tel que défini à l'article 16.5 du présent CCAP et des documents suivants :

- Une Fiche de Données de Sécurité pour les fournitures concernées si nécessaire ;
- L'identité de l'expéditeur et l'identité du destinataire ainsi que le pays de destination ;
- La facture en euros HT ;
- La liste exhaustive du colisage ;
- En fonction de la catégorie du produit, la déclaration matière dangereuse (IATA) si nécessaire effectuée par une personne diplômée IATA.

Chaque livraison au transitaire doit être accompagnée d'une facture correspondant au colisage exact, en cohérence avec le bordereau de livraison.

23.2 EMBALLAGES ET TRANSPORT

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, le titulaire est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au quai transitaire (aérien ou maritime). À ce titre, il est également responsable du conditionnement et de l'emballage des fournitures.

Le titulaire veillera à garantir que l'emballage respecte la réglementation en vigueur et permette de préserver et protéger les produits objet du présent contrat jusqu'au lieu de destination finale conformément à l'article 20.2.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire à l'obligation de remettre la fourniture emballée pour l'export au transitaire dans le respect de la réglementation aérienne internationale et la réglementation sur le transport par voie maritime.

En cas de non-respect des conditions d'emballages, les surcoûts éventuellement engendrés sont à la charge du titulaire.

Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS, dès l'admission des fournitures, les emballages sont la propriété de l'établissement bénéficiaire.

Recommandations relatives au transport des produits de santé sous température dirigée :

Les opérations doivent être réalisées en conformité avec les bonnes pratiques définies par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé ainsi que les recommandations de l'Ordre national des pharmaciens relatives aux bonnes pratiques de santé soumis à la chaîne du froid (version octobre 2012).

Les produits doivent être maintenus à une température comprise entre 2°C et 8°C.

Les moyens et les conditions de transport mis en œuvre par le titulaire doivent permettre d'assurer la conservation des produits dans des conditions optimales afin que la chaîne du froid soit respectée jusqu'à la livraison effective du produit sur le site de l'établissement bénéficiaire.

Le titulaire s'engage à :

- Utiliser un emballage adapté : un emballage isotherme et réfrigérant autonome et éco-responsable adapté aux produits pharmaceutiques, thermosensibles, biotechnologiques et chimiques.
- Utiliser un mode de transport permettant de maintenir le produit à température pendant toute la durée du transport et au moins 96 heures (transport à température dirigée et contrôlée pour chaque colis ou transport à température non maîtrisée nécessitant l'emploi de dispositifs isothermes validés par l'établissement bénéficiaire).
- Justifier que le couple temps/température a été maintenu dans les limites prescrites jusqu'à la réception. Un suivi de la température sera réalisé en temps réel avec un indicateur de dépassement. Les livraisons seront tracées à chaque étape dès la sortie de l'entrepôt jusqu'à la livraison.

La température à laquelle les produits doivent être maintenus ainsi que l'information de la date limite de validité du dispositif sont identifiées sur chaque colis et palette. Les instructions à suivre en cas de dépassement de la durée de validité doivent également être visible et exploitable.

Le titulaire s'engage à informer l'établissement bénéficiaire des conditions de transport applicables aux colis expédiés afin de transmettre les informations à son transitaire.

24. OPÉRATION DE VÉRIFICATION QUALITATIVE ET QUANTITATIVE

Les opérations de vérifications qualitatives et quantitatives s'effectuent comme suit.

Les opérations de vérification des livraisons quantitatives (conformité bon de livraison, la vérification que le couple température/temps a été maintenu dans les limites prescrites jusqu'à la réception, état des emballages notamment) sont effectuées par le transitaire.

Les vérifications qualitatives consistant à vérifier la qualité des produits, les modèles, les caractéristiques techniques des produits sont effectuées par l'établissement bénéficiaire dans un délai de 3 jours à compter de la livraison sur le site de l'établissement bénéficiaire, par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS.

25. ADMISSION DES FOURNITURES ET TRANSFERT DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité du titulaire du marché spécifique couvre les opérations suivantes :

- Le transport de la sortie de l'entrepôt jusqu'à la livraison sur le site d'embarquement (jusqu'au transitaire),
- Le stockage à l'aéroport ou port de départ (dans les locaux du transitaire).

A partir de la prise en charge des produits par le transitaire, l'établissement bénéficiaire se substitue à l'établissement expéditeur (le titulaire) et endosse la responsabilité du transport et du respect de la chaîne du froid dès la prise en charge des produits par le transitaire, et ce jusqu'à la livraison dans ses locaux.

L'admission des fournitures par l'établissement bénéficiaire intervient à la suite des opérations de vérifications.

26. DISPOSITIONS FINANCIÈRES PARTICULIÈRES

Les prix net HT unitaire en euros, mentionnés au BPU ne pourront être différents de ceux appliqués à la France métropolitaine.

Le titulaire est chargé d'accomplir la procédure de dédouanement dans le pays d'exportation et de s'acquitter des droits et des taxes qui s'y rapportent afin que les marchandises puissent quitter le pays d'exportation (notamment le territoire métropolitain).

En complément de l'article 7 du présent CCAP, les prix comprennent également les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage spécifique en fonction des conditions d'envoi (maritime ou aérien) et à l'assurance.

Les frais de manutention et de transport, de douane ainsi que les dépenses fiscales (taxes outre-mer), qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire. La réexpédition par le titulaire d'un nouveau produit à la suite du rejet des fournitures reste à la charge du titulaire.

27. PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DES CONDITIONS SPÉCIFIQUES D'EMBALLAGES

En cas de non-respect d'un de ses engagements contractuels et notamment liés aux conditions de livraison et d'emballage, et dans le cas où cette défaillance n'est pas sanctionnée par une pénalité spécifique prévue au marché spécifique, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 euros par manquement constaté.

Chapitre 6 – Pénalités et résiliation

Toutes les pénalités prévues au présent SAD sont appliquées au titulaire de chaque marché spécifique sur simple constat, sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable. Il appartient au titulaire d'apporter le cas échéant la preuve de l'existence d'un évènement exonératoire de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités.

28. PÉNALITÉS

Les pénalités seront définies dans chaque marché spécifique.

29. EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES

29.1 EN CAS DE RUPTURE D'APPROVISIONNEMENT EN COURS D'EXÉCUTION

Les conditions d'approvisionnement aux frais et risques du titulaire défaillant sont fixées à l'article 17 ci-avant.

29.2 APRÈS RÉSILIATION PRONONCÉE AUX TORTS DU TITULAIRE

En cas de résiliation pour faute, les établissements bénéficiaires pourront exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire défaillant.

30. RÉSILIATION DU MARCHE SPECIFIQUE

30.1 MOTIFS DE RÉSILIATION

Le pouvoir adjudicateur du marché spécifique peut mettre fin à l'exécution du contrat à tout moment, pour motif d'intérêt général ou suite à une faute du Titulaire dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

La résiliation sera prononcée aux torts du titulaire, notamment :

- Dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS ;
- En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-8 et D.8222-7 du code du travail permettant d'attester que le titulaire répond à ses obligations relatives au travail dissimulé ;
- En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique ;
- En cas de violation grave aux principes de confidentialité définis dans le présent CCAP ;
- En cas de manquements contractuels répétés dans l'exécution des marchés spécifiques ;
- Si les services utilisateurs ou le laboratoire de contrôle d'une pharmacie décèlent une dégradation de la qualité des produits de nature à les rendre impropres à l'utilisation prévue au contrat ;
- En cas de rupture d'approvisionnement pour une cause imputable au titulaire, conformément aux dispositions de l'article 17.3 du CCAP ;
- En cas de commercialisation du produit ayant perdu sa conformité à la réglementation en vigueur ;
- En cas dysfonctionnement majeur de l'équipement.

La résiliation sera prononcée pour motif d'intérêt général, notamment :

- Lorsqu'un médicament/dispositif médical perd son brevet et qu'un (des) médicaments génériques/dispositifs « équivalent » est (sont) commercialisés ;
- Lorsqu'un nouvel entrant (équivalent thérapeutique avec changement de recommandations des pratiques médicales) est commercialisé ;
- En cas de forte fluctuation à la hausse du prix de la spécialité pharmaceutique/du dispositif médical.

La résiliation du marché spécifique pour quelque raison que ce soit n'entraîne pas la résiliation des bons de commande antérieurs émis et en cours d'exécution.

30.2 INDEMNITÉ DE RÉSILIATION

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, la résiliation pour faute ou pour motif d'intérêt général d'un marché spécifique n'ouvre droit à aucune indemnité de résiliation.

30.3 RÉSILIATION EN CAS DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de procédure de liquidation judiciaire affectant le titulaire, le jugement instituant la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché spécifique est prononcée à l'encontre du titulaire concerné.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Chapitre 7 – Circonstances imprévues

31. OBLIGATION D'INFORMATION

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties survenant en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, climatique ou économique, le titulaire doit informer l'établissement coordonnateur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet évènement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet évènement.

32. MODALITÉS DE POURSUITE DU CONTRAT

32.1 MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXÉCUTION

Conformément à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique, des circonstances imprévues peuvent justifier la modification du périmètre des prestations ou l'adaptation des conditions d'exécution du marché.

La modification, actée par voie d'avenant, peut notamment prendre la forme :

- d'une prolongation de la durée du marché si le marché arrive à échéance pendant l'évènement imprévisible et qu'une remise en concurrence ne peut être réalisée dans des conditions raisonnables, exposant alors les adhérents à une rupture dans la continuité des soins ;
- d'une augmentation du montant contractuel dès lors que l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne peut être mise en œuvre dans des conditions raisonnables si l'évènement ou la circonstance imprévisible a pour conséquence d'exposer les établissements à un besoin immédiat de surcroît de commande nécessaire à la continuité des soins.

Pour chaque lot du marché spécifique, le montant de la modification ne pourra être supérieur à 50% du montant initial, le montant initial étant calculé sur la base du montant ou du volume maximum contractuel de chaque lot.

32.2 MODIFICATION TEMPORAIRE DES PRIX OU DE LA FORMULE DE RÉVISION

Pour chaque lot, le titulaire du marché pourra solliciter une augmentation temporaire des prix ou une modification de la formule de révision s'il démontre que le maintien des prix dans les conditions de l'offre initiale, formules de révision contractuelles incluses, le cas échéant, ne permet pas la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre dans des conditions économiques équilibrées.

L'acceptation de cette modification par le pouvoir adjudicateur sera subordonnée à la production par le titulaire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du contrat, des conditions économiques de son offre ou des charges extracontractuelles excessives.

À ce titre, il devra notamment justifier, pour chaque référence de prix concernée par la demande d'augmentation, de la différence entre sa marge bénéficiaire nette au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible.

Le pouvoir adjudicateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et du volume de commande concerné, et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une augmentation des prix.

La période de modification des prix sera limitée à 3 mois, renouvelable au maximum deux fois, sous réserve que le titulaire justifie la persistance du déséquilibre économique.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire, ni à l'établissement coordonnateur ni aux établissements bénéficiaires : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par l'établissement coordonnateur
- Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés

33. MODALITÉS DE SUSPENSION DU CONTRAT

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de la survenance d'évènement imprévisible ou d'une circonstance imprévue, l'établissement coordonnateur peut suspendre l'exécution du contrat sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation au titre de cette suspension.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, passé auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par avenant à la fin de la période de crise.

Chapitre 8 - Dérogations au CCAG-FCS

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services de 2021 :

Article du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
2 et 3.7.1	Pouvoir adjudicateur
10.1.3	Contenu des prix
10.2	Prix du règlement en vigueur
20.2.2	Propriété des emballages
28 et 30	Déroulement des opérations de vérification des équipements
28.1	Rejet du produit de substitution
28.2	Délais des opérations de vérification qualitative
42	Résiliation pour motif d'intérêt général
45.1	Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire